

## Tafta : la colère des producteurs de viande bovine

Très inquiète de la perspective d'un traité de libre-échange entre l'Europe et les États-Unis (TTIP ou Tafta), la fédération des producteurs bovins dénonce par avance « un accord déséquilibré qui va à l'encontre des intérêts économiques de l'Union européenne ». Pour son président,

Jean-Pierre Fleury : « Pourquoi s'embarquer dans un traité de libre-échange avec les États-Unis alors qu'on n'a pas réglé les problèmes de distorsions de concurrence au sein de l'UE ? », notamment avec l'Allemagne et l'Espagne.

*Lire aussi en page Agriculture*

Articles parus dans Ouest France du 26 avril 2016

## Agriculture

### Traité de libre-échange : l'inquiétude de la FNB

Comme l'interprofession, la FNB demande l'exclusion de la viande bovine des négociations commerciales entre l'Europe et les États-Unis.

« Pourquoi s'embarquer dans un traité de libre-échange avec les États-Unis alors qu'on n'a toujours pas réglé les problèmes de distorsion de concurrence au sein de l'Union européenne. » Président de la Fédération nationale bovine (FNB), Jean-Pierre Fleury est en colère. Et la visite de Barack Obama, arrivé hier en Allemagne l'inquiète.

Cette visite, marquée, hier, par une rencontre entre Barack Obama et François Hollande, Jean-Pierre Fleury en parle comme une « tentative de passage en force contre l'avis des peuples d'une Europe au gré des vents ».

De son côté, le président américain souhaiterait voir les États-Unis et l'Union européenne conclure un accord de libre-échange avant la fin de l'année. C'est aussi le pari de la commissaire européenne au Commerce. Hier, à New York, les négociateurs européens et américains ont d'ailleurs entamé un nouveau round de négociation : le treizième depuis 2013.

#### Exclure l'élevage

Dans ces négociations commerciales, l'agriculture fait partie des sujets sensibles. Et l'élevage plus particulièrement. « Les producteurs de viande bovine ne doivent pas être sacrifiés sur l'autel du libéralisme », estime la FNB. Elle demande l'exclusion de ce secteur des discussions.

Les producteurs français redoutent plus particulièrement la confrontation



La France, premier producteur de veaux de boucherie en Europe, souffrirait de cet accord de libre-échange selon les syndicats d'éleveurs.

du modèle français d'élevage, en pâture et sans hormone de croissance, avec le modèle intensif et industrialisé des *feed-lots*, ces immenses parcs d'engraissement qui peuvent compter plusieurs milliers d'animaux rassemblés dans un même lieu.

Dans une lettre ouverte adressée à Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, Interbev (Interprofession de la viande bovine) tire elle aussi la sonnette d'alarme.

Elle revient sur les risques d'un accord avec les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) qui risquerait « d'abonder le marché intérieur, aujourd'hui autosuffisant, de 80 000 tonnes de viande sup-

plémentaires. Tout comme elle le fit en accordant un contingent de viandes bovines du Canada dans le cadre du CETA (accord économique et commercial) ».

Comme la FNB, Interbev demande d'exclure la viande bovine des négociations commerciales entre l'Europe et les États-Unis.

**Repères.** Avec 19 millions de têtes de bétail (34 % des vaches allaitantes européennes), la France est le premier producteur de l'Union européenne devant l'Espagne, la Grande-Bretagne et l'Italie. La France est également le premier producteur européen de veaux de boucherie.